



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.764/4
du 23 février 2026

advies 78.764/4
van 23 februari 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
25 mars 2016 relatif à la mise
à disposition sur le marché
d'équipements hertziens'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het koninklijk besluit van
25 maart 2016 betreffende
het op de markt aanbieden van
radioapparatuur'

Le 7 janvier 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de vingt jours * sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 février 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Luc DONNAY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 février 2026.

* Par courriel du 8 janvier 2026.

*

Op 7 januari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd van twintig dagen * een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 februari 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Luc DONNAY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 februari 2026.

* Bij e-mail van 8 januari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Selon l'article 9, alinéa 2, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision',

« [l]e Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications ».

Dès lors que le projet concerne la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens, il constitue un « projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications » au sens de l'accord de coopération du 17 novembre 2006.

Le dossier communiqué à la section de législation ne lui a pas permis de vérifier si cette consultation mutuelle avait eu lieu.

Il sera veillé au bon accomplissement de cette formalité ¹.

2. Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

L'accomplissement de cette formalité sera par ailleurs visé au préambule.

¹ Voir en ce sens l'avis 77.399/4 donné le 12 février 2025 sur un projet devenu l'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens et de l'arrêté royal du 13 septembre 2023 portant modification de l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE ET FONDEMENT JURIDIQUE

1. Le texte en projet entend notamment modifier le régime applicable aux organismes notifiés chargés d'évaluer et de certifier la conformité des équipements hertziens qu'il vise, en imposant de nouvelles obligations à ces organismes.

Dès lors que les nouvelles obligations imposées aux organismes notifiés par le texte en projet ont pour objet d'assurer la transposition partielle de la directive 2014/53/UE ², telle que modifiée par la directive (UE) 2024/2749 ³, et dans la mesure où le texte en projet, dans la plupart de ses dispositions, se borne à reproduire ou à préciser les dispositions de ladite directive, il peut trouver un fondement juridique dans l'article 32, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', combiné avec l'article 108 de la Constitution.

En conséquence, dans le préambule, il y a lieu d'insérer un alinéa 1^{er} nouveau, visant l'article 108 de la Constitution ⁴.

2. L'article 28/3, § 7, en projet entend confier à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (en abrégé : « IBPT ») le pouvoir de prendre toutes les mesures correctives et restrictives au niveau national prévues par le règlement (UE) 2019/1020 ⁵ et par la directive 2014/53/UE.

C'est au législateur qu'il appartient de fixer les missions et compétences de l'IBPT, ce qui implique notamment que le Roi ne peut lui attribuer des missions autres que celles prévues par la loi.

En l'espèce, le pouvoir de décision ainsi conféré à l'IBPT peut trouver un fondement juridique dans les dispositions légales visées au préambule et l'article 108 de la Constitution, combinés avec l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', qui prévoit :

« [s]ans préjudice de ses compétences légales, les missions de l'Institut en ce qui concerne les réseaux de communications électroniques et les services de communications électroniques, équipement terminal équipement hertzien, en ce qui concerne le secteur des infrastructures numériques au sens de la loi du 26 avril 2024 établissant un cadre pour la

² Directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

³ Directive (UE) 2024/2749 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2024 modifiant les directives 2000/14/CE, 2006/42/CE, 2010/35/UE, 2014/29/UE, 2014/30/UE, 2014/33/UE, 2014/34/UE, 2014/35/UE, 2014/53/UE et 2014/68/UE en ce qui concerne des procédures d'urgence pour l'évaluation de la conformité, une présomption de conformité, l'adoption de spécifications communes et la surveillance du marché en raison d'une situation d'urgence dans le marché intérieur.

⁴ Voir en ce sens l'avis 58.632/4 donné le 5 janvier 2016 sur le projet devenu l'arrêté royal du 25 mars 2016 'relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens'.

⁵ Règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, et modifiant la directive 2004/42/CE et les règlements (CE) n° 765/2008 et (UE) n° 305/2011.

cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique, relevant du secteur des infrastructures numériques, à l'exception des fournisseurs de services de confiance, au sens de la loi du 19 décembre 2025 relative à la résilience des entités critiques en ce qui concerne la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne au sens du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne, en ce qui concerne les services intermédiaires, en ce qui concerne l'article XI.216/2, § 2, du Code de droit économique, et en ce qui concerne les services postaux et les réseaux postaux publics tels que définis à l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, sont les suivantes :

[...]

2° la prise de décisions administratives »⁶.

En conséquence, dans le préambule, il y a lieu d'insérer un alinéa nouveau, visant l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 17 janvier 2003, avec ses modifications encore en vigueur.

DISPOSITIF

Article 3

À l'article 28/1, alinéa 3, en projet, la référence, dans la version française, à « l'article 28/3, alinéa 7 » sera remplacée par une référence à « l'article 28/3, § 6 ». La version néerlandaise, qui fait référence à l'article « 28/3, § 7 », sera également adaptée en ce sens.

*

⁶ Voir en ce sens l'avis 58.632/4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 9, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap ‘betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie’ luidt als volgt:

“Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité, de wederzijdse consultatie te organiseren omtrent mekaars initiatieven inzake het opstellen van ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie.”

Aangezien het ontwerp betrekking heeft op het op de markt aanbieden van radioapparatuur, vormt het een “ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie” in de zin van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006.

De afdeling Wetgeving heeft aan de hand van het dossier dat haar is bezorgd niet kunnen vaststellen of de wederzijdse consultatie heeft plaatsgevonden.

Er moet op worden toegezien dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.¹

2. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

Voorts moet de vervulling van dat vormvereiste in de aanhef vermeld worden.

¹ Zie in die zin advies 77.399/4 van 12 februari 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit ‘houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur en van het koninklijk besluit van 13 september 2023 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF EN RECHTSGROND

1. De ontworpen tekst strekt er onder meer toe de regeling te wijzigen die van toepassing is op de aangemelde instanties belast met het beoordelen en certificeren van de conformiteit van de bedoelde radioapparatuur, door aan die instanties nieuwe verplichtingen op te leggen.

Aangezien de nieuwe verplichtingen die de ontworpen tekst aan de aangemelde instanties oplegt de gedeeltelijke omzetting beogen van richtlijn 2014/53/EU,² zoals gewijzigd bij richtlijn (EU) 2024/2749,³ en in zoverre de meeste bepalingen van de ontworpen tekst zich ertoe beperken de bepalingen van die richtlijn over te nemen of te verduidelijken, kan bijgevolg rechtsgrond worden gevonden in artikel 32, § 3, tweede lid, en § 4, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’, gelezen in samenhang met artikel 108 van de Grondwet.

Bijgevolg dient in de aanhef een nieuw eerste lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet.⁴

2. Het ontworpen artikel 28/3, § 7, strekt ertoe aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (afgekort: “BIPT”) de bevoegdheid te verlenen om op nationaal niveau alle corrigerende en beperkende maatregelen te nemen waarin verordening (EU) 2019/1020⁵ en richtlijn 2014/53/EU voorzien.

Het bepalen van de opdrachten en bevoegdheden van het BIPT is een zaak van de wetgever, hetgeen met name inhoudt dat de Koning geen andere taken aan het BIPT kan opdragen dan die waarin de wet voorziet.

² Richtlijn 2014/53/EU van 16 april 2014 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de harmonisatie van de wetgevingen van de lidstaten inzake het op de markt aanbieden van radioapparatuur en tot intrekking van Richtlijn 1999/5/EG.

³ Richtlijn (EU) 2024/2749 van 9 oktober 2024 van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van de Richtlijnen 2000/14/EG, 2006/42/EG, 2010/35/EU, 2014/29/EU, 2014/30/EU, 2014/33/EU, 2014/34/EU, 2014/35/EU, 2014/53/EU en 2014/68/EU en tot invoering van noodprocedures voor conformiteitsbeoordeling, vermoeden van conformiteit, vaststelling van gemeenschappelijke specificaties en markttoezicht in geval van noodsituaties op de interne markt.

⁴ Zie in die zin advies 58.632/4 van 5 januari 2016 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 25 maart 2016 ‘betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur’.

⁵ Verordening (EU) 2019/1020 van 20 juni 2019 van het Europees Parlement en de Raad betreffende markttoezicht en conformiteit van producten en tot wijziging van Richtlijn 2004/42/EG en de Verordeningen (EG) nr. 765/2008 en (EU) nr. 305/2011.

In casu ontleent de beslissingsbevoegdheid die aldus aan het BIPT wordt verleend, rechtsgrond aan de wetbepalingen vermeld in de aanhef en aan artikel 108 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, dat als volgt luidt:

“Onverminderd zijn wettelijke bevoegdheden, heeft het Instituut de volgende taken met betrekking tot elektronische communicatienetwerken en elektronische communicatiediensten, eindapparatuur, radioapparatuur, met betrekking tot de sector digitale infrastructuur in de zin van de wet van 26 april 2024 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid, met betrekking tot de sector digitale infrastructuur, met uitzondering van de verleners van vertrouwensdiensten, in de zin van de wet van 19 december 2025 betreffende de weerbaarheid van kritieke entiteiten, met betrekking tot het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud in de zin van de Verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en Raad van 29 april 2021 inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud, met betrekking tot de tussenhandeldiensten, met betrekking tot artikel XI.216/2, § 2, van het Wetboek van economisch recht, en met betrekking tot postdiensten en openbare postnetwerken zoals gedefinieerd door artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten:

(...)

2° het nemen van administratieve beslissingen;”⁶

Dienovereenkomstig dient in de aanhef een nieuw lid ingevoegd te worden dat melding maakt van artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 17 januari 2003 alsook van de nog geldende wijzigingen die daarin zijn aangebracht.

DISPOSITIEF

Artikel 3

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 28/1, derde lid, moet de verwijzing naar “artikel 28/3, § 7” vervangen worden door een verwijzing naar “artikel 28/3, § 6”. In de Franse tekst moet de verwijzing naar “l’article 28/3, alinéa 7” evenzo vervangen worden door een verwijzing naar “l’article 28/3, § 6”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Luc DONNAY

⁶ Zie in die zin advies 58.632/4.